

AMIT BAKHIRT, ÉCONOMISTE ET CEO D'ANNEAU

« La dégradation de notre note par Moody's est extrêmement grave »

Amit Bakhirt, économiste et CEO d'Anneau, est catégorique : un déclassement de la notation du crédit, qui n'est qu'à un cran au-dessus de la catégorie des « junk bonds », a déjà entraîné une augmentation des primes de risque dans le pays et un déclassement « de facto » de toutes les institutions publiques et privées.



des finances publiques de notre peuple » et donc le trésor public ». Au jour du jugement du cosmos, ultimement, ce sont « vos chiffres qui parlent » et restent ainsi graves dans l'humble prière.

Entre un dollar et un euro qui se renforcent, la monnaie locale risque bien de laisser des plumes. Un relèvement du taux d'intérêt est-il la solution quand on voit que c'est la politique de resserrement des taux qui est à l'origine de la récession aux États-Unis ?

Oui, comme nous l'avons argumenté défendu. Avec des arguments et des faits intellectuels raisonnables depuis 2020, nous devons ressermer (même le FMI a été parfaitement clair – et maintenant Moody's) notre retard par rapport à la courbe et donc ressermer les conditions monétaires dans l'économie.

L'argument selon lequel le resserrement monétaire est la principale et unique raison de la mission américaine est, à mon avis, fallacieux et infondé. Cela, car l'effet multiplicateur du resserrement monétaire ne peut être à très court terme. Ce, malgré l'efficacité des mécanismes de transmission de la politique monétaire.

En toute humilité, la principale raison, comme nous l'avions justement prédit au deuxième trimestre de l'année, est des niveaux de prix insoutenables et historiquement élevés (inflation) à l'échelle mondiale et aux États-Unis, et non son contre-outil, la politique monétaire (à ce stade).

Cela a affaibli la consommation américaine et a donc ralenti la croissance économique.

Ces derniers temps, la situation économique est complètement éclipsée par les allégations de sniffing. On parle aujourd'hui de crise de confiance.

Le déclassement de Moody's dans l'immédiat, à l'évidence ! La dégradation concerne moins notre solidité budgétaire et notre endettement (en pourcentage de la production économique) que la qualité des institutions (qualité des institutions législatives et exécutives et force de la société civile et du système judiciaire) et l'efficacité des politiques macroéconomiques (efficacité de la politique budgétaire et politique monétaire). C'est clair et direct !

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINA VILBERN-LE BON c.vilbern@defimedia.info

Avec la révision à la baisse de sa note souveraine par Moody's cette semaine, Maurice est à un cran de perdre son Investment grade et de voir les obligations d'État être considérées comme étant spéculatives (junk bonds). Comment en est-on arrivé là ?

C'est extrêmement grave, car nous sommes maintenant au bord de la « faillite Junk ». De toute évidence, et la rétrogradation à l'état être considérées comme étant spéculatives (junk bonds) est motivée par l'évaluation de Moody selon laquelle la qualité et l'efficacité des institutions et de l'élaboration des politiques se sont affaiblies. Ce qui, à son tour, entrave la résilience économique de Maurice et sa capacité à absorber les futurs chocs économiques.

Ce que nous devons comprendre, c'est que la principale raison est un affaiblissement SIGNIFICATIF de la qualité et de l'efficacité des institutions et de l'élaboration des politiques.

Ce facteur de critique d'évaluation est lui-même basé sur la qualité des institutions (la qualité des institutions législatives et exécutives et la force de la société civile et du pouvoir judiciaire représentent 40 % des scores). L'efficacité des politiques (l'efficacité de la politique budgétaire et l'efficacité des politiques monétaires et macroéconomiques représentent 60 % des scores). Et il existe d'autres facteurs d'ajustement mineurs. Par conséquent, la dégradation de ce qui précède a été prévisible, mais aussi la non-viability budgétaire de nos finances publiques. « Le recours à des mesures non conventionnelles et ponctuelles qui crée une certaine incertitude quant aux performances budgétaires futures et pèse finalement sur l'évaluation par Moody's des institutions et de la force de la gouvernance... »

Nous gardons notre Investment grade. Cela veut-il dire qu'il n'y aura pas d'impact dans l'immédiat ?

Non, au contraire ! Un déclassement de la notation

du crédit (en particulier un cran au-dessus de Junk) a déjà entraîné une augmentation des primes de risque dans le pays et un déclassement « de facto » de TOUTES les institutions publiques et privées.

Par conséquent, la cote de crédit de CHAQUE institution du pays est affectée (parce que toutes les cotes de crédit sont référencées à partir de la cote de crédit souverain du pays) : des banques commerciales aux conglomérats et aux entreprises (y compris les PME). Ainsi, comme la prime de risque globale a augmenté, les coûts de financement augmentent de manière générale, automatiquement.

D'un point de vue plus institutionnel, de nombreux fonds étrangers domiciliés à Maurice (en fonction de leurs politiques d'investissement respectives et de leurs cadres de gestion des risques) verront leur logiciel de conformité signaler Maurice à un cran au-dessus de Junk et la placeront donc à « haut risque » sur le système.

Les investisseurs doivent en tenir compte et ressermer et / ou commencer à réduire leurs dépôts GBC, par mesure de précaution de gestion des risques, entre autres, et cela est très inquiétant.

Ainsi, l'impact s'est déjà fait sentir sur le marché boursier. Le vendredi 29 juillet, MCBS avait déjà perdu 16,5 % le matin par rapport à son pic de novembre 2021, tandis que SBMH s'est affaibli de 15 % par rapport à son pic en mai 2022). Les retombées sur l'économie se font sentir par la suite sur le marché boursier, le prêt et prêt toujours l'économie.

Le ministère des Finances et la Banque de Maurice ont adopté un ton rassurant en arguant que seuls deux pays à l'échelle de l'Afrique conservent leur Investment grade. Est-ce que nos institutions ont raison de relativiser ?

Ce n'est décidément PAS le moment de relativiser ! Bien que nous devions certainement et sans l'ombre d'un doute rassurer les investisseurs (naturellement), il faut garder à l'esprit que les investisseurs sont généralement des gens très intelligents qui préfèrent laisser « les chiffres parler ». Ainsi, pour les investisseurs, ce qu'ils recherchent dans un communiqué de presse, c'est, à notre humble avis, « quelles mesures doivent être prises maintenant pour s'assurer que l'encours est amélioré jusqu'à Baa2 et pourquoi pas Baa1 à court et moyen terme ? » Malgré cela, nous frôlons Baa2 - Négative par la suite, directement Junk, qui est à notre porte. Si l'on aspire à éviter un tsunami économique dans le secteur bancaire et financier, il faut l'éviter à tout prix !

Les États-Unis sont entrés en récession. Alors que le Fonds monétaire international tire la sonnette d'alarme sur une nouvelle récession mondiale. Le danger est-il imminent ?

Oui, un ralentissement déjà inévitable, étant donné le contexte mondial dans lequel les économies ont redémarré après avoir été ralenties. Cela, compte tenu des perturbations des chaînes d'approvisionnement, du conflit en cours en Ukraine et des prix mondiaux des matières premières qui ont atteint des niveaux insoutenables.

Par conséquent, comme anticipé à juste titre, la consommation mondiale a ralenti et la contraction économique est donc désormais réelle. Cela créera très probablement, sur les

mois à venir, une surabondance d'approvisionnement, ou les prix mondiaux des matières premières, les prix du fret et donc l'inflation, pourraient bien prendre une pause. Ce qui sera positif pour les consommateurs et les plus vulnérables.

Une récession mondiale pourrait faire baisser les prix des produits alimentaires et pétroliers. Pour Maurice, est-ce nécessairement une mauvaise chose ?

Le ralentissement global sera positif pour les consommateurs mauriciens et la population.

D'un point de vue économique, compte tenu des conditions monétaires plus strictes et des économies quand même relativement brillantes, je pense que les ramifications économiques, à ce stade, seront contenues et gérables (évidemment pas pour tout le monde). Cela, malgré un resserrement monétaire réactif, à l'échelle mondiale.

Le ministre des Finances est confiant qu'il y aura une amélioration des conditions économiques et du pouvoir d'achat des Mauriciens d'ici janvier 2023. Partagez-vous son opinion ?

« La confiance est silencieuse. Les insécurités sont tapageuses », dit-on. Une partie de la responsabilité consiste à inspirer confiance aux acteurs économiques locaux et étrangers. Mais plus important encore, il s'agit de mettre en œuvre les diverses politiques publiques fiscales qui créeront un environnement économique stable et prospère. Cela, afin de maintenir la solidité

Le vendredi 29 juillet, MCBS avait déjà perdu 16,5 % le matin par rapport à son pic de novembre 2021, tandis que SBMH s'est affaibli de 15 % par rapport à son pic en mai 2022